

La treizième lettre d'information (2020) : Nous ne reviendrons pas à la normale, parce que le problème, c'était la normalité.



Li Zhong (Chine), *Des peintures pour Wuhan*, 2020.

Chers amis, chères amies,

Salutations du bureau du **Tricontinental: Institut de recherche sociale.**

Il est difficile de se rappeler qu'il y a quelques semaines à peine, la planète était en mouvement. Il y a eu des protestations à Delhi (Inde) et à Quito (Équateur), des éruptions contre l'ordre ancien qui allaient de la colère contre les politiques économiques d'austérité et le néolibéralisme à la frustration contre les politiques culturelles de misogynie et de racisme. Ingénieusement, à Santiago (Chili), lors de sa vague de protestations successives, quelqu'un a projeté un puissant slogan sur le côté d'un bâtiment : Nous ne reviendrons pas à la normale, car le problème était la normalité ». Aujourd'hui, au milieu du nouveau coronavirus, il semble impossible d'imaginer un retour à l'ancien monde, celui qui nous a laissés si impuissants avant l'arrivée de ces particules microscopiques mortelles. Des vagues d'anxiété prévalent, la mort continue de nous traquer. S'il y a un avenir, nous nous disons qu'il ne peut pas imiter le passé.

Certes, le coronavirus est une affaire sérieuse et sa propagation est certainement une conséquence de son propre danger pour le corps humain ; mais il y a ici des questions sociales qui méritent une réflexion sérieuse. La clé de toute discussion doit être l'effondrement pur et simple des institutions publiques dans la plupart du monde capitaliste, où ces institutions ont été privatisées et où les institutions privées ont opéré pour minimiser les coûts et maximiser les profits.



Li Zhong (Chine), *Des peintures pour Wuhan, 2020.*

Cela est particulièrement évident dans le secteur de la santé, où les institutions de santé publique ont été sous-financées, où les soins médicaux ont été transférés à des sociétés privées, et où les hôpitaux et cliniques privés fonctionnent sans aucune capacité de pointe. Cela signifie qu'il n'y a tout simplement pas assez de lits d'hôpitaux ou d'équipements médicaux (masques, ventilateurs, etc.) et que les infirmières, les médecins, les ambulanciers, les concierges et les autres personnes en première ligne sont obligés d'opérer dans des conditions de pénurie aiguë, souvent sans protection de base. Ce sont souvent les personnes qui gagnent le moins qui mettent le plus en jeu pour sauver des vies face à la propagation rapide de la pandémie. Lorsqu'une pandémie mondiale frappe, le modèle d'austérité du secteur privé s'effondre tout simplement.

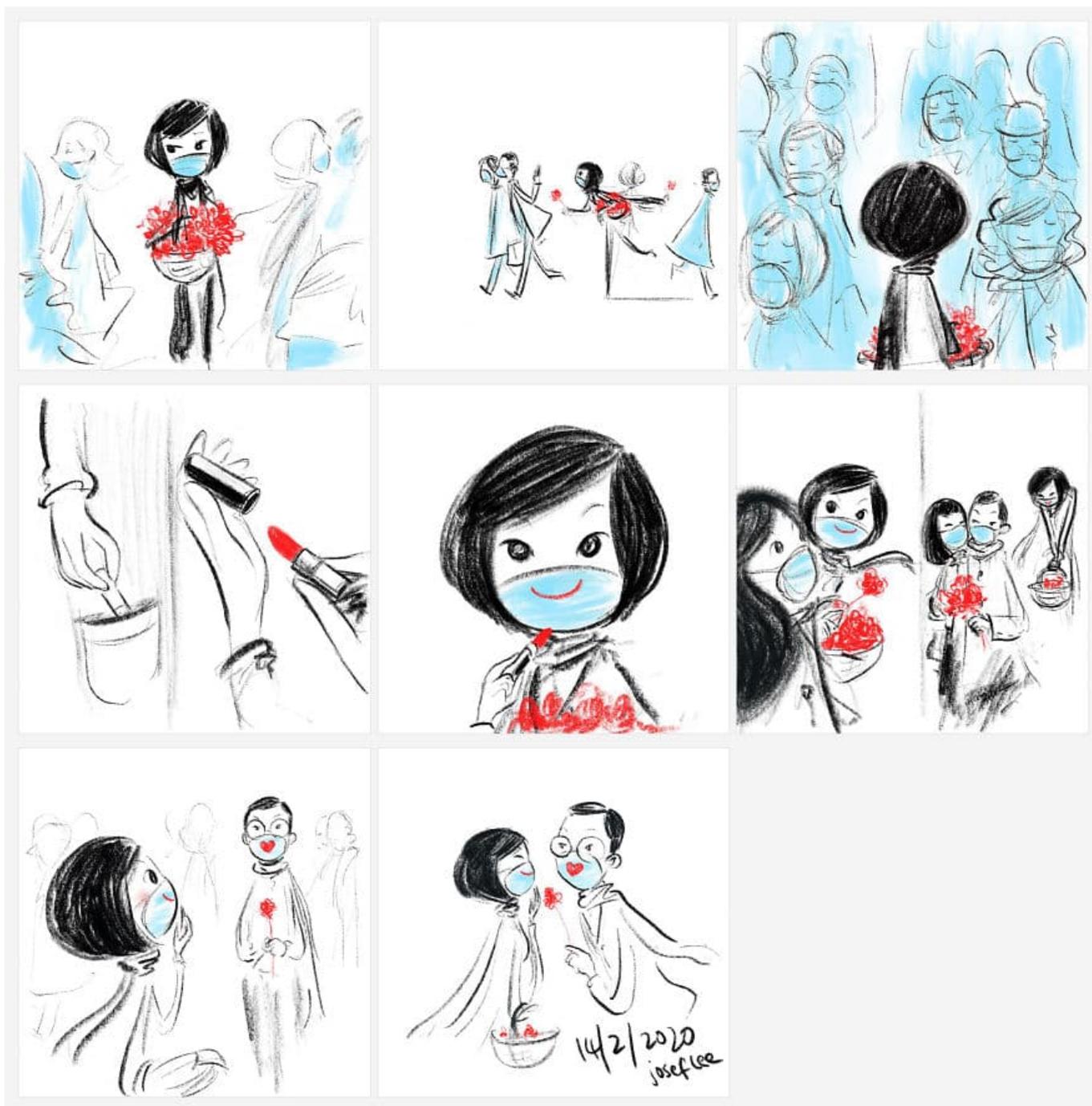


Li Zhong (Chine), *Des peintures pour Wuhan, 2020.*

En outre, notre système économique a été si complètement incliné pour favoriser le secteur financier et la ploutocratie qu'il a – pendant longtemps – simplement ignoré la croissance de l'emploi précaire, du sous-

emploi et du chômage à grande échelle et permanent. Ce n'est pas un problème créé par le coronavirus ou par l'effondrement des prix du pétrole ; c'est un problème structurel pour lequel un terme – *précarité*, ou prolétariat précaire – a été inventé il y a au moins une décennie. Avec les fermetures d'entreprises et l'isolement social, les petites entreprises ont fermé et les travailleurs précaires trouvent que leur précarité les définit entièrement. Même les politiciens bourgeois les plus endurcis sont maintenant obligés de se confronter à la réalité de deux points :

1. Que les travailleurs existent. La grève générale imposée par l'État pour empêcher la propagation du virus et ses conséquences a prouvé que ce sont les travailleurs qui produisent de la valeur dans notre société et non les « entrepreneurs » qui génèrent des idées, dont ils prétendent qu'elles produisent de la richesse de manière fantaisiste. Un monde sans travailleurs est un monde qui s'arrête.
2. Que la part de la richesse et des revenus mondiaux que les travailleurs contrôlent est maintenant si faible qu'ils ont des réserves limitées lorsque leurs revenus durement gagnés s'effondrent. Aux États-Unis, l'un des pays les plus riches du monde, une **étude** de la Réserve fédérale de 2018 a révélé que 40 % des ménages américains n'ont pas les moyens de faire face à des dépenses imprévues d'environ 400 dollars. La situation n'est guère meilleure dans l'Union européenne, où les **données** d'Eurostat montrent que 32 % des ménages ne peuvent pas faire face à des dépenses imprévues. C'est pourquoi, dans les États capitalistes, on parle désormais ouvertement d'un soutien généralisé des revenus – voire d'un revenu de base universel – pour gérer l'effondrement des moyens de subsistance et stimuler la demande des consommateurs.



Josef Lee (Singapour), *Une bande dessinée en réponse au Coronavirus, 2020*

La semaine dernière, l'Assemblée internationale des peuples et Tricontinental : Institute for Social Research ont publié un **programme** en 16 points pour ce moment complexe. Une concaténation de crises nous a frappés : il y a les crises structurelles à long terme du capitalisme (baisse du taux de profit, faibles taux d'investissement dans le secteur productif, sous-emploi et emplois précaires), et il y a les crises conjoncturelles à court terme (effondrement du prix du pétrole, le coronavirus).

Il est maintenant largement reconnu, même par les sociétés d'investissement, que la stratégie de relance après la crise financière de 2008-09 ne fonctionnera pas ; injecter de grosses sommes d'argent dans le secteur

bancaire ne servira à rien. Des investissements ciblés sont nécessaires dans des domaines qui ont déjà fait l'objet d'importantes réductions d'austérité, comme les soins de santé, y compris la santé publique, et l'aide au revenu. Manuel Bertoldi du *Frente Patria Grande* (Argentine) et moi-même **plaidons** pour un débat sérieux autour de ces questions. Plus qu'un débat sur chaque politique distincte, nous avons besoin d'un débat sur la nature même de la façon de comprendre l'État et ses institutions.

Une des principales réalisations du capitalisme d'austérité a été de délégitimer l'idée d'institutions de l'État (notamment celles qui améliorent le bien-être de la population). En Occident, l'attitude typique a été d'attaquer le gouvernement en tant qu'ennemi du progrès ; le but était de réduire les institutions gouvernementales – à l'exception des militaires -. Tout pays doté d'un gouvernement et d'une structure étatique solides a été qualifié d'«autoritaire».

Mais cette crise a ébranlé cette certitude. Les pays dont les institutions étatiques sont intactes et qui ont été capables de gérer la pandémie, comme la Chine, ne peuvent pas être facilement considérés comme autoritaires ; il est généralement admis que ces gouvernements et leurs institutions étatiques sont plutôt efficaces. Pendant ce temps, les États de l'Ouest qui ont été rongés par des politiques d'austérité s'efforcent maintenant de faire face à la crise. L'échec du système de santé d'austérité est maintenant clairement visible. Il est impossible d'affirmer plus longtemps que la privatisation et l'austérité sont plus efficaces qu'un système d'institutions étatiques rendues efficaces au fil du temps par le processus d'essais et d'erreurs.



Abduh Khalil (Égypte), *Sans-titre*, 1949.

Le coronavirus s’est maintenant infiltré en Palestine ; le plus alarmant est qu’il y a au moins un cas à Gaza, qui est l’une des plus grandes prisons à ciel ouvert du monde. Le poète communiste palestinien Samih al-Qasim (1939-2014) appelait sa patrie la « grande prison », de l’isolement de laquelle il offrait sa poésie lumineuse. L’un de ses poèmes, « Confession à midi », propose un bref voyage dans les dégâts émotionnels causés au monde par l’austérité et le néolibéralisme :

J'ai planté un arbre
Je méprise les fruits
J'ai utilisé son tronc comme bois de chauffage
J'ai fabriqué un luth
Et a joué un air

J'ai cassé le luth
Perdre le fruit
Perte de l'air
J'ai pleuré sur l'arbre



Alfred Kubin (Autriche), *Épidémie*, 1900-1901 (Stadtische Galerie im Lenbachhaus Munich).

Le coronavirus commence à peine à faire sentir ses effets en Inde, dont le système de santé publique a été profondément érodé par une génération de politiques économiques néolibérales. En Inde, l'État du Kerala (35 millions d'habitants) – gouverné par le Front démocratique de gauche – est en pleine campagne de lutte contre le coronavirus, comme le souligne Subin Dennis, chercheur au Tricontinental : Institut de recherche sociale, et moi-même dans ce **rapport**. Nos conclusions suggèrent que le Kerala possède certains avantages intrinsèques et qu'il a mis en place des mesures qui méritent d'être étudiées.

Comment le Kerala fait-il face à la pandémie de coronavirus ?

1. Au cours des dernières décennies, les gouvernements de gauche du Kerala se sont battus pour maintenir et même étendre le système de santé publique.
2. Les partis et organisations de gauche du Kerala ont contribué à développer une culture d'organisation, de solidarité et d'action publique.
3. Le gouvernement de gauche du Kerala a rapidement adopté des mesures pour retrouver les personnes infectées par le virus grâce à la « recherche des contacts » et aux tests effectués dans les centres de transport.
4. Le ministre principal et le ministre de la santé ont tenu des conférences de presse quotidiennes qui ont calmement fourni au public des informations crédibles et une analyse de la crise et des événements en cours.
5. Le slogan « briser la chaîne » illustre la tentative du gouvernement et de la société de mettre en place des formes d'isolement physique, de quarantaine et de traitement pour empêcher la propagation du virus.
6. Le slogan « Distance physique, unité sociale » souligne l'importance de collecter des ressources pour aider les personnes en détresse économique et psychologique.
7. L'action publique – menée par les syndicats, les groupes de jeunes, les organisations de femmes et les coopératives – de nettoyage et de préparation des fournitures a remonté l'esprit des gens, les encourageant à faire confiance à l'unité sociale et à ne pas se fragmenter en traumatismes.
8. Enfin, le gouvernement a annoncé un plan d'aide d'une valeur de 20 000 roupies, qui comprend des prêts aux familles par l'intermédiaire de la coopérative de femmes Kudumbashree, des allocations plus élevées pour un programme de garantie de l'emploi rural, deux mois de paiement de la pension aux personnes âgées, des céréales alimentaires gratuites et des restaurants pour fournir de la nourriture à des taux subventionnés. Les paiements des services publics d'eau et d'électricité ainsi que les intérêts sur les paiements de la dette seront suspendus.

Il s'agit d'un programme rationnel et décent ; il devrait, avec le plan en 16 points, être étudié et adopté ailleurs. tergiverser, c'est jouer avec la vie des gens.



Kate Janse van Rensburg (Afrique du Sud), Marco Rivadeneira, 2020.

La Colombie a mis en place une quarantaine nationale de dix-neuf jours. Pendant ce temps, dans les prisons colombiennes, les détenus ont organisé une manifestation contre la surpopulation et les mauvaises installations sanitaires, craignant le nombre de morts si le coronavirus venait à franchir les murs ; la répression de l'État a entraîné la mort de vingt-trois personnes. Cette crainte est présente dans les prisons du monde entier.

Entre-temps, le 19 mars, Marco Rivadeneira, un important dirigeant du mouvement des travailleurs agricoles et des paysans en Colombie, a participé à une réunion avec des paysans dans la municipalité de Puerto Asís. Trois hommes armés ont fait irruption dans la réunion, se sont emparés de Marco et l'ont **assassiné**. Il est l'un des plus de cent dirigeants de mouvements populaires qui ont été assassinés cette année en Colombie, et l'un des huit cents assassinés depuis 2016, date à laquelle la guerre civile a été suspendue. Comme Tricontinental : Institut de recherche sociale **dossier n°23** (décembre 2019), cette violence est une conséquence directe de la réticence de l'oligarchie à laisser l'histoire avancer. Ils veulent revenir à une situation « normale » qui leur profite. Mais Marco voulait créer un monde nouveau. Il a été tué pour l'espoir qui le motivait.

Cordialement,

Vijay.

P.S.: Cette semaine est la dernière traduction de notre merveilleux traducteur bénévole, Alexandre Bovey. Lors de notre lancement il y a deux ans, Alexandre, un étudiant enthousiaste en Suisse, nous a contactés pour se porter volontaire afin de traduire nos bulletins d'information hebdomadaires, ce qu'il a fait avec diligence chaque semaine depuis, ainsi que pour certaines de nos publications. Si vous souhaitez continuer à recevoir les bulletins d'information en français – ou dans une autre langue – et que vous êtes intéressé-e à vous porter volontaire pour les traduire, veuillez nous écrire à celina@thetricontinental.org. Merci, Alexandre !

**Traduit par Alexandre Bovey.*